

Arrêté N° Préfecture-DCICT-BCEEP-2023-03-13-0001

Commune de Ville-du-Pont

**Protection du champ captant de Salange, de la source des Picardes
et de la source du Rocher**

**Mise en place des périmètres de protection
Dérivation des eaux souterraines pour la consommation humaine**

ENQUÊTE D'UTILITÉ PUBLIQUE

**Le Préfet du Doubs
Chevalier de la légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le code de l'expropriation et notamment ses articles R 112-8 et suivants ;

VU le code de la santé publique et notamment son article L 1321-2 ;

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L 215-13 et R 123-5 ;

VU la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 modifiée sur l'eau ;

VU le décret du 23 juin 2021 portant nomination de Monsieur Jean-François COLOMBET, préfet du Doubs ;

VU le décret du 6 septembre 2021 portant nomination de M. Philippe PORTAL, administrateur général détaché en qualité de sous-préfet hors classe, secrétaire général de la Préfecture du Doubs ;

VU l'arrêté n° 25-2023-01-24-00006 du 24 janvier 2023 portant délégation de signature à M. Philippe PORTAL, secrétaire général de la Préfecture du Doubs ;

VU la délibération du conseil municipal de Ville-du-Pont en date du 6 septembre 2022, sollicitant l'ouverture d'une enquête d'utilité publique en vue de la délimitation des périmètres de protection autour du champ captant de Salange, de la source des Picardes et de la source du Rocher ;

VU l'avis de l'Agence Régionale de Santé en date du 3 janvier 2023 ;
VU le dossier transmis le 14 février 2023 en vue de l'ouverture de l'enquête susvisée ;
VU la décision en date du 23 février 2023 du président du tribunal administratif de Besançon désignant le commissaire enquêteur ;
SUR proposition du secrétaire général de la Préfecture du Doubs ;

- A R R E T E -

Article 1 : Il sera procédé **du 19 avril 2023 à partir de 8h00 au 4 mai 2023 jusqu'à 18h30** sur le territoire de la commune de Ville-du-Pont, à une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique en vue :

- de la délimitation des périmètres de protection autour du champ captant de Salange, de la source des Picardes et de la source du Rocher situés sur la commune de Ville-du-Pont,
- de la dérivation des eaux souterraines pour la consommation humaine.

Article 2 : M. David DRUOT, expert foncier agréé, a été désigné par le président du tribunal administratif de Besançon en qualité de commissaire enquêteur.

En cas d'empêchement de M. David DRUOT, le président du tribunal administratif ou le conseiller délégué par lui, ordonnera l'interruption de l'enquête, désignera un commissaire enquêteur remplaçant et fixera la date de reprise de l'enquête. Le public sera informé de ces décisions.

Article 3 : Les pièces du dossier ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, seront déposés **du 19 avril 2023 à partir de 8h00 au 4 mai 2023 jusqu'à 18h30**, à la mairie de Ville-du-Pont afin que chacun puisse en prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture, sous réserve de modifications ou de dispositions particulières :

- **mercredi de 8h00 à 12h00,**
- **jeudi de 14h00 à 18h30,**
- **vendredi de 8h30 à 12h00.**

En outre, le dossier d'enquête sera également consultable sur le site internet des services de l'Etat dans le Doubs à l'adresse suivante : www.doubs.gouv.fr (Rubrique Publications légales/ Enquêtes publiques/Enquêtes publiques au titre du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique).

Un poste informatique pour la consultation du dossier, sera également mis à disposition du public à la préfecture du Doubs (Hall d'entrée – Point numérique) du lundi au vendredi de 8h30 à 11h30.

Les observations pourront être consignées sur le registre ouvert à cet effet, à la mairie de Ville-du-Pont, ou adressées directement par écrit à cette mairie (4, rue de la fontaine – 25650 Ville-du-Pont) à l'attention de M. David DRUOT, commissaire enquêteur, qui les annexera aux registres d'enquête.

Elles pourront également être transmises par voie électronique **du 19 avril 2023 à partir de 8h00 au 4 mai 2023 jusqu'à 18h30** à l'adresse suivante : pref-observations-enquetes-publiques@doubs.gouv.fr (objet à rappeler obligatoirement : Captages de Ville-du-Pont) ou à l'aide du formulaire en ligne dédié (site internet et rubrique précitées).

Elles seront consultables sur le site internet des services de l'Etat dans le Doubs (adresse et rubrique précitées).

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public à la mairie de Ville-du-Pont :

- mercredi 19 avril 2023 de 8h00 à 11h00,
- samedi 29 avril 2023 de 8h30 à 11h30,
- jeudi 4 mai 2023 de 15h30 à 18h30.

Article 4 : A l'expiration du délai fixé à l'article précédent, le registre d'enquête sera clos et signé par le commissaire enquêteur.

Article 5 : Le commissaire enquêteur, après avoir examiné les observations consignées ou annexées au registre d'enquête, entendu toute personne qu'il lui aura paru utile de consulter et reçu le maître d'ouvrage s'il en fait la demande, rédigera un rapport énonçant ses conclusions motivées en précisant si elles sont favorables ou non à l'opération projetée.

Il transmettra, dans un délai maximum d'un mois à compter de la date de clôture de l'enquête, le registre accompagné de son rapport énonçant ses conclusions au préfet du Doubs.

Article 6 : L'avis d'ouverture de l'enquête sera affiché huit jours au moins avant le début de celle-ci et restera affiché durant toute sa durée à la mairie de Ville-du-Pont, et publié éventuellement par tous autres procédés en usage dans cette commune.

Il sera, en outre, inséré en caractères apparents, huit jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département : "L'Est Républicain" et "La Terre de chez Nous".

Article 7 : Le dépôt du dossier d'enquête d'utilité publique à la mairie de Ville-du-Pont sera notifié individuellement par le maître d'ouvrage ou son mandataire, sous pli recommandé avec accusé de réception, aux propriétaires et usufruitiers concernés par l'institution de ser-

vitudes, figurant au document parcellaire inséré au dossier, lorsque leur domicile est connu d'après les renseignements recueillis par le maître d'ouvrage.

Les propriétaires et usufruitiers auxquels cette notification aura été faite, devront fournir au maître d'ouvrage les indications relatives à leur identité dans les conditions suivantes :

- Personnes physiques : nom, prénoms dans l'ordre de l'état civil, domicile, date et lieu de naissance, profession, nom du conjoint ;
- Personnes morales (sociétés, associations, syndicats, etc...) : leur dénomination, ainsi qu'il suit :
 - pour toutes les sociétés : leur forme juridique et leur siège social,
 - pour les sociétés commerciales : leur numéro d'immatriculation au registre du commerce,
 - pour les associations : leur siège, la date et le lieu de dépôt de leurs statuts, le nom et le prénom, la qualité et le pouvoir du mandataire.

A défaut de ces indications, les propriétaires et usufruitiers devront donner tous renseignements en leur possession sur l'identité du ou des propriétaires et usufruitiers actuels.

Article 8 : Une copie du rapport et des conclusions rendus par le commissaire enquêteur sera adressée au maire de Ville-du-Pont pour y être tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête. Elle sera également adressée à la présidente du Conseil Départemental du Doubs, au directeur général de l'Agence Régionale de Santé, au directeur départemental des territoires, au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, ainsi qu'au président du tribunal administratif de Besançon.

Par ailleurs, les personnes intéressées pourront obtenir communication du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur auprès de la préfecture du Doubs (Direction de la coordination interministérielle et des collectivités territoriales - Bureau de la coordination, de l'environnement et des enquêtes publiques) et sur www.doubs.gouv.fr (rubrique précitée).

Article 9 : Le secrétaire général de la préfecture du Doubs, le maire de Ville-du-Pont et le commissaire enquêteur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée, pour information, au sous-préfet de Pontarlier, à la présidente du Conseil Départemental du Doubs, au président du tribunal administratif de Besançon, au directeur de l'Agence Régionale de Santé, au directeur départemental des territoires ainsi qu'au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Besançon, le 13 MARS 2023

Le Préfet,
Par délégation,
Le Secrétaire Général,

Philippe PORTAL